

COMMUNIQUÉ DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA PROPOSITION DE DIRECTIVE SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE DES ENTREPRISES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

Les organisations de la société civile et syndicales soussignées accueillent favorablement la proposition de directive de la Commission sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité. Nous sommes convaincu-e-s qu'il s'agit d'une étape essentielle et attendue depuis longtemps pour la reconnaissance de la responsabilité des entreprises en matière de droits humains et garantir l'accès à la justice aux victimes.

Il est cependant urgent de remédier à certaines lacunes significatives qui risquent d'empêcher la directive de déployer les effets positifs dont les populations, la planète et le climat ont urgemment besoin et que les citoyen-ne-s de l'UE, les travailleur-euse-s et communautés affecté-e-s par les violations commises par les entreprises, réclament depuis longtemps.

C'est pourquoi nous appelons le Parlement européen et les États membres à remédier aux failles de la proposition, en tenant notamment compte de la perspective de genre, tout en se basant sur les éléments positifs qu'elle contient déjà. Ces améliorations sont nécessaires pour que cette législation permette une prévention efficace des violations des droits humains et des atteintes à l'environnement commises par les entreprises, et pour garantir aux victimes de ces atteintes un accès à la justice et à la réparation. La partie qui suit présente les grandes lignes de notre vision collective pour obtenir ces améliorations :

Nous demandons aux colégislateurs de contraindre les entreprises à mettre en place des mesures effectives de prévention des atteintes aux droits humains et l'environnement **tout au long de la chaîne de valeur, selon une approche fondée sur les risques et de manière qui soit proportionnée**. Malheureusement, la proposition de directive limite le devoir de vigilance aux « relations commerciales établies », ce qui est en deçà des standards internationaux et risque d'inciter les entreprises à restructurer leurs chaînes de valeur de sorte à échapper à leur devoir de vigilance.

Par ailleurs, **la définition des atteintes aux droits humains et à l'environnement doit être élargie pour y inclure toutes les**



atteintes aux droits humains et à l'environnement. Quoiqu'il en soit, l'annexe correspondante doit, d'une part, être plus inclusive afin d'intégrer tous les instruments internationaux pertinents et, d'autre part, être mise à jour régulièrement pour permettre leur développement ultérieur.

Les colégislateurs doivent également **renforcer les dispositions sur la responsabilité civile et sur l'accès à la justice.** Dans le cadre d'une action en justice, la charge de la preuve doit reposer sur l'entreprise qui devra donc prouver qu'elle a respecté ses obligations de vigilance. Cette charge ne doit pas peser sur la partie demanderesse qui dispose de ressources limitées et d'un accès restreint aux preuves. La responsabilité civile des entreprises doit pouvoir être engagée, même lorsqu'elles se sont efforcées de vérifier leur conformité en recourant à des initiatives sectorielles et à des audits privés. D'autres obstacles à l'accès à la justice bien connus doivent également être éliminés, notamment l'accès difficile des parties demanderesses à des informations clés, les délais déraisonnables et les freins aux recours collectifs. Les organisations à but non lucratif indépendantes qui ont un intérêt légitime à représenter des victimes devraient également avoir le droit d'agir en leur nom.

Un autre sujet brûlant est l'absence totale d'un devoir de vigilance en matière climatique. Les colégislateurs doivent répondre à l'urgence climatique par un devoir immédiat des entreprises de faire face, dans leurs chaînes de valeurs, aux risques et aux conséquences du changement climatique. Les entreprises doivent aussi avoir l'obligation de développer et mettre en œuvre un plan de transition efficace, aligné sur l'accord de Paris, et qui comprenne des objectifs de réduction des émissions pour le court, moyen et long terme. L'action des autorités publiques ainsi que la responsabilité civile mises en place devront servir à rendre exigibles ces obligations.

Alors que des standards internationaux s'appliquent à toutes les entreprises, la proposition de la Commission exclut environ 99 % des entreprises européennes. Le Parlement européen et les États membres **doivent inclure les PME dans le champ d'application de la directive.** Nous considérons injustifié et injustifiable le fait que les obligations de vigilance incombant au secteur financier soient réduites et que les processus d'identification des risques des entreprises opérant dans les secteurs à haut risque soient limités aux dommages les plus graves. **Sur le fondement d'une approche basée sur les risques, nous appelons à l'inclusion de toutes les entreprises dans le champ d'application de la législation.**

De plus, la directive proposée devrait accorder à la perspective des parties prenantes le rôle et le poids qu'elle mérite et rendre obligatoire une véritable consultation à toutes les étapes de la procédure de mise en place du devoir de vigilance. Le devoir de vigilance doit être renforcé de sorte à **inclure un processus de consultation effectif et continu des parties prenantes, y compris une consultation obligatoire et proactive des travailleur-euse-s, des syndicats, des membres des**



communautés locales et des autres parties prenantes pertinentes ou concernées. Cet engagement doit prendre en considération les barrières auxquelles font face certains groupes vulnérables spécifiques. Dans ce contexte, l'absence, dans la proposition, d'une perspective de genre et d'intersectionnalité constitue l'une de nos principales inquiétudes.

En lien avec ceci, **l'absence de références spécifiques aux défenseur·euse·s des droits humains et de l'environnement est particulièrement préoccupante.** La proposition ne garantit aucune protection aux défenseur·euse·s des droits humains et de l'environnement à travers le monde, et se contente uniquement de prévoir une protection contre le risque de représailles pour les travailleur·euse·s basé·e·s dans l'UE. La protection des individus et des communautés contre les représailles et les atteintes à leurs droits doit être renforcée. Le droit des personnes indigènes à l'autodétermination et au consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) doit également être expressément inclus et reconnu dans la directive.

Dans tous les cas où il est nécessaire de mettre fin à une relation ou à des activités commerciales, la directive doit **rendre obligatoire un désengagement responsable**, en précisant que les entreprises demeurent responsables des atteintes non réparées ainsi que des atteintes aux droits humains supplémentaires causées par leur désengagement.

La proposition ne prévoit pas non plus d'obligations de transparence dans la chaîne de valeur ni d'exigences de déclaration. Nous estimons que la directive doit **contraindre les entreprises à recenser leur chaîne de valeur et leurs relations commerciales et à publier les informations pertinentes.**

Nous constatons avec inquiétude que la proposition de directive repose considérablement sur les codes de conduite, clauses contractuelles, audits privés et les initiatives sectorielles, lesquels se sont avérés être insuffisants pour identifier, prévenir et faire cesser les violations des droits humains et les atteintes à l'environnement. **Ces mesures ne peuvent pas être considérées comme des éléments de preuve de respect par les entreprises de leur devoir de vigilance.** Il est évident que les pratiques d'achat des entreprises engendrent aussi des risques et répercussions considérables sur les droits humains et l'environnement, c'est pourquoi **il faut exiger explicitement des entreprises qu'elles traitent de cette question.**

Pour terminer, la proposition devrait **davantage clarifier les obligations de vigilance des directeur·trice·s ainsi que leur obligation de superviser et d'œuvrer pour la mise en place du devoir de vigilance, notamment par des plans de transition et des objectifs de durabilité.** Les conseils d'administration devraient avoir une obligation claire d'intégrer les risques et les conséquences en matière de durabilité dans la stratégie de l'entreprise. De même, la part variable de la rémunération des directeur·trice·s doit être renforcée et



directement liée à la performance de l'entreprise en matière de durabilité et, en particulier, en matière climatique.

Nous suggérons l'ensemble de ces modifications pour garantir que l'Union européenne ne se limite pas à un simple exercice législatif de « cases à cocher » et éviter qu'elle consolide un système actuellement défaillant, qui laisse les entreprises porter systématiquement atteintes aux droits des populations et à la planète. Il est à présent crucial que les colégislateurs améliorent la directive sur la base des présentes recommandations.

Ces changements doivent être intégrés de toute urgence. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre la fin de la décennie pour l'adoption de ces dispositions, alors que les dommages en matière de droits humains, ainsi que les dommages environnementaux et climatiques, continuent d'avoir lieu partout dans le monde.

Liste des organisations signataires

Réseaux internationaux

ActionAid
 Action on Smoking and Health
 Amnesty International
 Anti-Slavery International
 Asia Floor Wage Alliance (AFWA)
 Business & Human Rights Resource Centre (BHRC)
 CARE International
 CIDSE
 Clean Clothes Campaign
 ClientEarth
 Economy for the Common Good
 Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)
 Fair Finance International
 Fairtrade International
 Fair Trade Advocacy Office
 Front Line Defenders
 Global Witness
 Human Rights Watch
 International Corporate Accountability Roundtable (ICAR)
 International Dalit Solidarity Network
 International Federation for Human Rights (FIDH)
 INSP!R (International Network on Social Protection Rights)
 International Service for Human Rights
 OMCT – World Organisation Against Torture
 Open Society Foundations
 Our Food. Our Future
 Oxfam
 Peace Brigades International (PBI)
 PICUM – Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants
 Protection International
 Publish What You Pay
 Rainforest Alliance
 Solidaridad
 SOMO (Centre for Research on Multinational Enterprises)
 Transport & Environment



United Evangelical Mission
We Effect
WeWorld
Women's International League for Peace and Freedom
WWF

Réseaux régionaux

Advocates for Community Alternatives
African Resources Watch (AFREWATCH)
Avocats Sans Frontières (ASF)
Climate Action Network (CAN) Europe
Coordinadora Latinoamericana y del Caribe de Pequeños/
as Productores/as y Trabajadores/as de Comercio Justo
(CLAC)
Environmental Justice Foundation (EJF)
EU-LAT Network
European Center for Constitutional Human Rights (ECCHR)
European Coalition for Corporate Justice (ECCJ)
European Environmental Bureau
European Federation of Public services Unions (EPSU)
European Trade Union Confederation
Friends of the Earth Europe
International Network for Human Economy Asia
INSPIR Asia
Red europea de Comités Oscar Romero
ShareAction
World Fair Trade Organization - Europe

Réseaux et organisations à l'échelle nationale

11.11.11 - Belgium
Acción Ecológica - Ecuador
ActionAid France - France
ACV-CSC - Belgium
Alboan Fundazioa - Spain
Al Haq - Palestine
ALSEAN - Burma
AK EUROPA - Austria
Akota Garment Workers Federation - Bangladesh
Amis de la Terre France (Friends of the Earth France) -
France
Amnesty International Polska - Poland
Arisa - Netherlands
Asociația Mai bine - Romania
Asociación por la Paz y los Derechos Humanos Taula per
Mèxic - Spain
Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE) -
Spain
Association for Human Rights and Civic Participation
PaRiter - Croatia
Association for Sustainable Development INKINGI - Uganda
Association marocaine des droits humains (AMDH) -
Morocco
Association of Rural Education and Development Service
(AREDS) - India
Bangladesh Center for Workers Solidarity - Bangladesh
Bangladesh Garment and Industrial Workers Federation
(BGIWF) - Bangladesh
Bangladesh Independent Garment Workers Union -
Bangladesh

Bangladesh Revolutionary Garment Workers Federation -
Bangladesh
Belgian Alliance for a Smoke-Free Society - Belgium
Broederlijk Delen - Belgium
Brot für die Welt - Germany
Cambodian Alliance of Trade Unions (CATU) - Cambodia
Campagna Abiti Puliti - Italy
Canadian Network on Corporate Accountability (CNCA) -
Canada
Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD) - UK
CCFD-Terre Solidaire - France
Center for Alliance of Labor and Human Rights (Central)
- Cambodia
Center for Education, Counselling and Research (CESI) -
Croatia
Centre for Labour Rights - Albania
Center for the Politics of Emancipation - Serbia
Centre d'Aide Juridico-Judiciaire CAJJ - Democratic
Republic of the Congo
Centre for Peace Studies (CMS) - Croatia
Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO)
- Netherlands
Centre National de Coopération au développement (CNCD-
11.11.11) - Belgium
Centro de Políticas Públicas y Derechos Humanos - Peru
EQUIDAD - Peru
China Labour Bulletin (CLB) - China
Christliche Initiative Romero e.V. (CIR) - Germany
Civil Rights Defenders - Sweden
Coalition of Cambodian Apparel Workers' Democratic Union
- Cambodia
Collectif Ethique sur l'étiquette - France
Conectas Direitos Humanos - Brazil
Coordinadora Estatal de Comercio Justo (Fair Trade Spanish
Platform) - Spain
CorA Netzwerk für Unternehmensverantwortung - Germany
Corporate Justice Coalition - UK
Covenants Watch - Taiwan
Cambodian Labour Confederation (CLC) - Cambodia
De Transformisten - Belgium
Entraide et Fraternité - Belgium
Entrepueblos, Entrepobles, Entrepobos, Herriarte - Spain
Estonian Green Movement - Friends of the Earth Estonia -
Estonia
Equo Garantito - Assemblea Generale Italiana del
Commercio Equo e Solidale - Italy
Facing Finance - Germany
Fair - Italy
Fair Action - Sweden
Fairtrade Sweden - Sweden
Fastenaktion / Swiss Catholic Lenten Fund - Switzerland
FEDINA - India
FEMNET - Germany
Finnish League for Human Rights - Finland
Finnish Development NGOs FINGO - Finland
Finnwatch - Finland
FOCSIV - Italy
Focus Association for Sustainable Development - Slovenia
Forests of the World - Denmark

FOS – Belgium
 Frank Bold – Czech Republic
 Fundación Libera - Chile
 Fundacja Dajemy Dzieciom Siłę - Poland
 Fundacja Frank Bold - Poland
 Fundacja Kupuj Odpowiedzialnie – Poland
 Fundacja La Strada - Poland
 Gender Alliance for Development Centre – Albania
 Germanwatch – Germany
 GLOBAL 2000 – Friends of the Earth Austria - Austria
 Gonoshasthaya Kendra (GK) - Bangladesh
 Green Liberty - Latvia
 HEKS – Switzerland
 Home Based Women Workers Federation – Pakistan
 HRM “Bir Duino-Kyrgyzstan” – Kyrgyzstan
 Human Rights International Corner - Italy
 Human Rights in China (HRIC) - China
 IUCN National Committee of the Netherlands - Netherlands
 Impresa2030. Diamoci una regolata - Italy
 Independent Trade Union of workers of Croatia (Nezavisni
 sindikat radnika Hrvatske, NSRH) - Croatia
 Initiative Lieferkettengesetz – Germany
 Initiative pour un devoir de vigilance - Luxembourg
 INKOTA-netzwerk – Germany
 Institute for Mission, Ecumenism and Global Responsibility
 (MÖWe) Protestant Church of Westphalia - Germany
 Internationale Liga für Menschenrechte – Germany
 Irish Coalition for Business and Human Rights – Ireland
 Justiça Global – Brazil
 Justice et Paix – Belgium
 Kalikasan People’s Network for the Environment (Kalikasan
 PNE) - Philippines
 Karnataka Garment Workers Union (KOOGU) - India
 Labour Behind the Label - UK
 Labour Action – Denmark
 Les Amis de la Terre – Belgium
 Ligue Burundaise des droits de l’homme Iteka – Burundi
 Ligue des droits de l’Homme (LDH) - France
 MADPET – Malaysians Against Death Penalty and Torture
 - Malaysia
 Magyar Természetvédők Szövetsége - Friends of the Earth
 Hungary - Hungary
 Mani Tese – Italy
 Manos Unidas - Spain
 Manushya Foundation – Thailand
 Maquila Solidarity Network – Canada
 National Garment Workers Federation – Bangladesh
 MISEREOR – Germany
 MVO Platform - Netherlands
 National Garment Workers Federation (NGWF) - Bangladesh
 National Trade Union Federation – Pakistan
 Naturefriends - Greece
 NaZemi – Czechia
 NeSoVe – Austria
 NOAH Friends of the Earth Denmark - Denmark
 Notre Affaire à Tous – Belgium
 Novi sindikat (New Trade Union) - Croatia
 Observatorio Ciudadano – Chile
 OKUP – Bangladesh
 Organisation Marocaine Des Droits Humains (OMDH) -
 Morocco
 People in Need – Czech Republic
 Plataforma por Empresas Responsables (PER) - Spain
 Polskie Stowarzyszenie Sprawiedliwego Handlu - Poland
 Polski Instytut Praw Człowieka i Biznesu - Poland
 PowerShift e.V. - Germany
 Pro Ethical Trade - Finland
 Public Eye - Switzerland
 Quê Me: Vietnam Committee on Human Rights – Vietnam
 Regional Industrial Trade Union (Regionalni industrijski
 sindikat, RIS) - Croatia
 Red de Entidades para el Desarrollo Solidario (REDES) -
 Spain
 Regional Watch for Human Rights (RWHR) - Liberia
 Regroupement pour la Responsabilité Sociale des
 Entreprises - Canada
 Resource Matters - Belgium
 Rights and Accountability in Development (RAID) - UK
 Schone Kleren Campagne – Netherlands
 Setem - Spain
 Sherpa – France
 Society of Women in Action for Total Empowerment (SWATE)
 - India
 Solidair met Guatemala - Belgium
 Solsoc – Belgium
 Südwind – Austria
 Swedish Society for Nature Conservation (SSNC) - Sweden
 Swedwatch – Sweden
 Swiss Coalition for Corporate Justice (SCCJ) - Switzerland
 SWISSAID – Switzerland
 Syrian Center for Media and Freedom of expression (SCM)
 - Syria
 Temiz Giysi Kampanyası - Turkey
 Terre des Hommes Schweiz – Switzerland
 Tudatos Vásárlók Egyesülete - Hungary
 Turkmen.News - Turkmenistan
 The All Indonesia Trade Union Confederation (AITU-KSBSI)
 - Indonesia
 The KIOS Foundation - Finland
 Trócaire - Ireland
 Umanotera, The Slovenian Foundation for Sustainable
 Development – Slovenia
 Unión Sindical de Trabajadores de Guatemala –
 UNSITRAGUA – Guatemala
 vzbv – Verbraucherzentrale Bundesverband - Germany
 ver.di, vereinte Dienstleistungsgewerkschaft - Germany
 Viva Salud – Belgium
 Vredesactie - Belgium
 WH4C – Workers Hub For Change - Malaysia
 We Social Movements (WSM) – Belgium
 Workers Rights Watch – Kenya
 World Economy, Ecology and Development (WEED) -
 Germany
 Yokohama Action Research - Japan
 Zentrum für Mission und Ökumene - Nordkirche weltweit –
 Germany